Transatlantica

Revue d'études américaines. American Studies Journal

1 | 2021

Line Breaks in America: the Odds and Ends of Poetry

Le populisme climatique de Donald J. Trump et le libre marché des idées

Jean-Daniel Collomb

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/transatlantica/16735>

DOI : 10.4000/transatlantica.16735

ISSN : 1765-2766

Éditeur

Association française d'Etudes Américaines (AFEA)

Référence électronique

Jean-Daniel Collomb, « Le populisme climatique de Donald J. Trump et le libre marché des idées », *Transatlantica* [En ligne], 1 | 2021, mis en ligne le 29 juin 2021, consulté le 31 janvier 2023. URL : <http://journals.openedition.org/transatlantica/16735> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/transatlantica.16735>

Ce document a été généré automatiquement le 31 janvier 2023.

Creative Commons - Attribution - Pas d'Utilisation Commerciale - Pas de Modification 4.0 International
- CC BY-NC-ND 4.0

<https://creativecommons.org/licenses/by-nc-nd/4.0/>

Le populisme climatique de Donald J. Trump et le libre marché des idées

Jean-Daniel Collomb

- 1 En 2010, le journaliste du *Monde* Stéphane Foucart a popularisé l'expression « populisme climatique » en référence à la stratégie des climato-sceptiques en France et à l'étranger. Cette notion est potentiellement utile, mais gagne à être précisée et surtout à être confrontée aux discours et aux modes opératoires desdits sceptiques. Reste qu'elle semble avoir été conçue pour décrire les positions de Donald Trump au sujet du changement climatique. Celui-ci multiplie depuis plusieurs années saillies drolatiques et propos outranciers au mépris des rapports produits par le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) et par d'autres institutions scientifiques, y compris au sein de la bureaucratie fédérale dont il avait la charge. On pense à l'évocation de la thèse d'un complot ourdi par la Chine ou encore à sa propension à amalgamer conditions atmosphériques ponctuelles et climat.
- 2 L'expression populisme climatique semble d'autant plus prometteuse que les positions de Donald Trump sont en décalage avec une partie, certes encore limitée, des élites républicaines et avec la majorité des experts en politique publique qui alimentent le Parti républicain en propositions et recommandations. Ainsi, par exemple, en février 2017, le Climate Leadership Council, un cercle de réflexion animé notamment par James Baker, Henry Paulson et George Schultz, qui ont tous collaboré avec des présidents républicains, a proposé une formule de taxation du carbone qui serait selon ses membres en harmonie avec l'attachement des conservateurs aux vertus du libre marché (Baker *et al.*). Trois mois plus tard, le président Trump annonçait pourtant le retrait des États-Unis de l'accord de Paris pour la fin de l'année 2020. Plus récemment, plusieurs sénateurs républicains ont affiché publiquement leur réprobation lorsque Donald Trump a affirmé que les éoliennes pouvaient être cancérigènes (Pfannenstiel).
- 3 Cet article a deux objectifs. Il proposera tout d'abord une discussion de la pertinence de la notion de populisme climatique en référence aux prises de position de Donald Trump

avant et pendant sa présidence. Puis, il placera le populisme climatique trumpien dans son contexte politique et médiatique, afin de comprendre ce qui le rend potentiellement efficace dans les États-Unis du début du XXI^e siècle. Pour ce faire, je m'appuierai sur l'analyse des tweets de Donald Trump relatifs au changement climatique et de ses prises de position notables sur ce sujet durant son mandat de président.

- 4 Après une brève discussion du sens, de la pertinence et des limites de la notion de populisme climatique, je proposerai une présentation et une analyse des prises de position publiques de Donald Trump au sujet du climat en essayant de déterminer ce qui relève du populisme dans ces prises de position et de les placer dans le contexte de l'archipel climato-sceptique américain. Dans la dernière partie de l'article, je m'efforcerai de remettre le populisme climatique trumpien dans son contexte politique et psychosocial, qui semble lui être particulièrement favorable.

Qu'est-ce que le populisme climatique ?

- 5 Les chercheurs qui se sont penchés sur la signification du populisme insistent sur sa malléabilité et son caractère protéiforme, de sorte que le populisme se rattache souvent à d'autres idéologies, comme le socialisme lorsqu'il émane de la gauche ou le nationalisme dans ses itérations droitières (Mudde et Kaltwasser 19-20, 37). Michael Kazin conçoit même le populisme comme une pulsion plutôt qu'une idéologie (3). Dans l'ouvrage qu'il a consacré à l'évolution du populisme à travers l'histoire des États-Unis, il l'associe à des mouvements sociaux et politiques aussi divers que la révolte des territoires ruraux contre le pouvoir des banques et des compagnies ferroviaires au XIX^e siècle, le mouvement prohibitionniste, le mouvement ségrégationniste dans les années 1950 ou encore le militantisme de Bernie Sanders contre les inégalités socioéconomiques. En tout lieu, le populisme semble découler d'une opposition manichéenne entre un peuple vertueux et des élites¹ corrompues et malfaisantes (Müller 65). Ainsi que le rappellent Mudde et Kaltwasser, cette dichotomie est généralement abordée sous l'angle de la morale (19). Müller ajoute que le rejet populiste d'élites trahissant le peuple se conjugue avec une aversion pour le pluralisme, perçu comme inadmissible, le peuple étant alors conçu comme un ensemble homogène (23). Ce tableau général se révèle utile pour comprendre les prises de position de Donald Trump au sujet du climat.
- 6 Avant d'étudier l'hypothèse du populisme climatique de Donald Trump, il convient d'interroger la pertinence de cette notion. C'est le journaliste Stéphane Foucart, du journal *Le Monde*, qui lui donne une visibilité médiatique. Or, si son livre narre l'évolution et les spécificités du climato-scepticisme en France et dans le reste du monde, il ne contient pas une discussion académique approfondie du sens à donner au populisme climatique. La notion de populisme climatique est, certes, évocatrice, mais ses contours ne sont pas suffisamment précisés, d'autant plus que, à la lecture du récit de Foucart, on a plutôt l'impression que la controverse politique autour du climat se joue davantage au sein des élites politiques et intellectuelles que dans l'opinion publique au sens large.
- 7 Aussi, le philosophe Rémi Beau a exprimé son scepticisme à l'égard du terme populisme climatique :

L'expression tend à faire oublier ce qui a motivé son élaboration, à savoir le fait que pour l'essentiel, le climato-scepticisme est porté par un complexe scientifico-industriel qui défend ses propres intérêts, non par une culture populaire que l'accusation de populisme tend à disqualifier au nom de son irrationalité et de son caractère pseudo-scientifique. (116)

Selon Beau, le climato-scepticisme ne découle pas d'un mécontentement populaire au sujet des normes environnementales existantes ou à venir, mais plutôt de l'opposition déterminée d'élites économique et politique à l'adoption de mesures volontaristes pour faire face au changement climatique.

- 8 À première vue, les récits analytiques les plus influents et les plus cités de l'histoire du climato-scepticisme américain (Oreskes et Conway ; Mooney ; Washington et Cook) ne semblent pas lui donner tort, qui mettent en lumière le rôle décisif et pionnier joué par de puissants intérêts économiques. Peter Jacques, Riley Dunlap et Mark Freeman évoquent « un contre-mouvement impulsé par une élite » (Jacques *et al.* 349). Aux États-Unis, le climato-scepticisme a été principalement financé par de puissants intérêts financiers, par le biais de fondations privées qui apportent des fonds à des *think tanks* et à des organisations non-gouvernementales, dans le but d'empêcher que des dispositifs réglementaires contraignants soient mis en place (Brulle). Olivier Godard a d'ailleurs noté que le climato-scepticisme était un mouvement beaucoup plus puissant, riche et influent aux États-Unis qu'en France (128).
- 9 Dès lors, *quid* de la pertinence du populisme climatique ? En réalité, le constat fort bien documenté qui vient d'être dressé n'est pas nécessairement incompatible avec l'existence d'un populisme climatique, ne serait-ce que parce que la stratégie déployée par les grands groupes pétroliers et les *think tanks* conservateurs et libertariens peut avoir fait naître un sentiment populiste ou s'être appuyée sur son existence. Dans son maître ouvrage consacré aux causes de l'inertie politique en matière de climat, Dale Jamieson cite le populisme comme un obstacle à l'action, soulignant avec des accents toquevilliens que, sous un régime démocratique, il est toujours difficile de réguler la volonté populaire (qui peut correspondre à une volonté de maintenir un *statu quo* consumériste et favorable à la croissance) et de l'assujettir à une autorité, même légitimement fondée comme celle du GIEC (101).
- 10 De fait, l'examen de la littérature climato-sceptique, quoique son financement provienne d'un nombre restreint de mécènes fortunés, révèle une indéniable tonalité populiste dont le fil conducteur est l'opposition entre la masse des citoyens et consommateurs ordinaires, d'un côté, et des élites arrogantes et dogmatiques, de l'autre. C'est ainsi que, dans la littérature climato-sceptique américaine, l'ancien vice-président Al Gore, infatigable militant du climat, occupe une place privilégiée sous les traits d'un donneur de leçons hypocrite qui demande à ses concitoyens de faire évoluer leurs habitudes tout en continuant de jouir amplement d'un mode de vie luxueux et énergivore (Milloy). Ce réquisitoire s'appuie naturellement sur les aspirations légitimes de citoyens ordinaires à continuer de bénéficier des confort sans précédent que rend possibles l'utilisation massive d'hydrocarbures, n'en déplaît à des élites blasées par l'opulence (Delingpole). L'argumentaire climato-sceptique américain exprime souvent une méfiance à l'endroit d'élites scientifiques prêtes à toutes les compromissions afin de sauvegarder les crédits et le prestige que leur octroient les pouvoirs publics (Avery 2).
- 11 Lorsque Donald Trump aborde le changement climatique, il n'hésite pas à mettre en avant cette polarisation supposée entre les citoyens ordinaires, qui ne demandent qu'à

poursuivre paisiblement et librement leur existence, et une élite hypocrite et mal intentionnée, qui pourrait bien compromettre le rêve américain par idéologie et misanthropie. On est alors au cœur de son populisme climatique.

- 12 À ce stade, on peut se demander s'il existe une différence entre populisme climatique et climato-scepticisme. En réalité, le premier ne se distingue pas fondamentalement du second, mais doit plutôt être compris comme l'une de ses manifestations. Rappelons que Mudde et Kaltwasser ont dépeint le populisme comme une idéologie peu substantielle qui se suffit rarement à elle-même et s'adjoint fréquemment à « une idéologie hôte, dont le rôle essentiel est de proposer une vision plus large du contexte politique, afin de susciter l'intérêt de grands groupes » de telle sorte que c'est « l'association du populisme et de son idéologie hôte qui donne un sens spécifique aux mots “peuple” et “élite” » (63). Dès lors, on comprend que le populisme climatique a été utilisé par Donald Trump comme un instrument lui permettant de défendre d'autres positions idéologiques comme le rejet de l'État-régulateur, le nationalisme (à travers son hostilité aux mondialistes accusés de promouvoir un multilatéralisme climatique mortifère pour le peuple de la *Rust Belt*) et, plus généralement, ce qu'Aaron McCright et Riley Dunlap ont nommé la « modernité anti-réflexive », à savoir un refus de tenir compte des réflexions menées au sujet des effets techniques et environnementaux non-désirés de la modernité technoscientifique (McCright et Dunlap, 2010).

Donald Trump et le populisme climatique

- 13 Afin d'identifier ce qui, dans ses prises de position, relève du populisme climatique, il paraît nécessaire dans un premier temps de prendre la mesure de la diversité des positions climato-sceptiques de Donald Trump.

Les climato-scepticisms

- 14 Pour le profane, le climato-scepticisme peut simplement équivaloir à la négation du phénomène physique en lui-même. Dès lors, sont climato-sceptiques les personnes qui refusent de souscrire au consensus du GIEC, ce groupe d'experts chargés par l'ONU de synthétiser et d'évaluer l'ensemble des travaux scientifiques relatifs au changement climatique et des prévisions que l'on peut en tirer pour l'avenir de l'humanité et de la biosphère. En réalité, les chercheurs en sciences sociales ont introduit des nuances et se sont efforcés d'enrichir la compréhension du phénomène climato-sceptique. Stuart Capstick et Nicholas Pidgeon distinguent le climato-scepticisme épistémique (*epistemic skepticism*), qui concerne la crédibilité scientifique du changement climatique, du scepticisme qui entoure les mesures proposées pour remédier au phénomène (*response skepticism*) (389-401). Willem Van Rensburg évoque, quant à lui, trois types de scepticisme : *evidence skepticism* (qui correspond au scepticisme épistémique de Capstick et Pidgeon), *process skepticism* (qui se concentre sur la manière dont les savoirs scientifiques sont produits puis utilisés pour effectuer des recommandations en matière de politique publique) et *response skepticism* (en référence aux solutions proposées) (1-13). L'examen des prises de position de Trump, notamment de ses tweets, révèle que son climato-scepticisme emprunte, parfois jusqu'à la contradiction, aux trois registres énumérés par Van Rensburg. La classification ci-dessous s'appuie sur une analyse de tous les tweets de Donald Trump depuis la création de son compte Twitter

en 2009 jusqu'à novembre 2019, ainsi que sur des discours liés au changement climatique qu'il a prononcés depuis son entrée à la Maison-Blanche².

Figure 1 : Inventaire des tweets envoyés par Donald J. Trump par le biais de son compte officiel @realDonaldTrump entre mars 2009 et le 30 novembre 2019 qui incluent les mots et groupes de mots « *climate* », « *climate change* », « *global warming* » et « *Paris environmental accord* ».

	mars 2009-21 janvier 2013	22 janvier 2013-31 décembre 2015	1 janvier 2016-20 janvier 2017	21 janvier 2017-30 novembre 2019	Total
Tweets neutres ou renvoyant à des sources sans les commenter		2		1	3
Tweets non pertinents	3	2		1	6
Tweets remettant en cause le GIEC et/ou la littérature scientifique	4	6			10
Tweets suggérant une manipulation politico-médiatique		21			21
Tweets faisant la confusion entre climat et conditions météorologiques	4	38	1	3	46
Tweets insistant sur le coût économique trop élevé des mesures contre le changement climatique	1				1
Tweets insistant sur la concurrence déloyale des autres pays	3	6		1	10
Tweets désignant les politiques volontaristes comme une menace pour le mode de vie américain		2		2	4
Tweets présentant le changement climatique comme une menace exagérée		4	1		5
Total	15	81	2	8	106

Le climato-scepticisme épistémique de Donald Trump

- 15 Donald Trump a remis en cause le consensus du GIEC à plusieurs reprises. Par exemple, le 6 novembre 2012, il tweete sans citer de références et sans plus de précision : « In the 1950's our climate was far more unstable than it has been over the last 5 years » (@realDonaldTrump 6 novembre 2012). Un an plus tard, il s'en prend directement aux experts du climat : « What the hell is going on with GLOBAL WARMING. The planet is freezing, the ice is building and the G.W. scientists are stuck—a total con job » (@realDonaldTrump 31 décembre 2013). Quelques semaines plus tard, il expliquera dans un autre tweet que les activités humaines ne sont pas à l'origine du changement climatique, dont il nie par ailleurs la réalité (@realDonaldTrump 18 février 2014). Cependant, la confusion entre climat et conditions atmosphériques ponctuelles (il faut pour saisir le phénomène du changement climatique se fier à des statistiques moyennes et surtout pas à ses capacités sensorielles) est de loin le moyen qu'il utilise le plus fréquemment pour décrédibiliser le consensus du GIEC. En janvier 2013, par exemple, il écrit ce tweet : « It is snowing in Jerusalem and across Lebanon. Global Warming! » (@realDonaldTrump 14 janvier 2013). Entre 2009 et 2015, il a publié 42 tweets de ce type.
- 16 Le caractère populiste du climato-scepticisme épistémique trumpien est souligné par sa singularité grandissante au sein des élites républicaines et des cercles d'experts conservateurs et libertariens. Si la réalité du phénomène physique est souvent remise en cause durant les années 1990 et au début de la présidence Bush, cette tendance s'atténue depuis la fin des années 2000. Aujourd'hui, la plupart des *think tanks* conservateurs et libertariens reconnaissent l'existence du phénomène et son origine anthropique, tout en insistant sur l'importance de ne pas réagir d'une manière qui pourrait menacer la croissance économique et le niveau de vie des citoyens américains (Cass 115-131). Grâce à leur analyse des prises de position des élus républicains au Congrès à la fin des années 2000, Dana Fisher, Joseph Waggle et Philip Leifeld ont constaté que seule une faible minorité d'entre eux rejetaient le constat d'un changement climatique anthropique, mais que la majorité de ces élus se montraient très réticents quant au bien-fondé d'une réglementation des émissions des gaz à effet de serre (Fisher *et al.* 70-92). Autrement dit, un *response skepticism* s'est substitué au climato-scepticisme épistémique chez une grande partie des élites républicaines et conservatrices. Il est d'ailleurs notable que, à partir du début de sa présidence, Donald Trump a été beaucoup moins prolixe sur ce sujet (seulement trois tweets confondant climat et conditions atmosphériques ponctuelles après son entrée à la Maison-Blanche). La principale exception s'est produite en novembre 2018 lorsque son administration a publié un National Climate Assessment inquiétant et en contradiction avec les positions du président. Interrogé par des journalistes, celui-ci a déclaré ne pas croire aux conclusions de ce rapport avant d'évoquer la concurrence déloyale des autres pays qu'implique selon lui l'accord de Paris (Holden).
- 17 On voit donc une différence de style et de substance entre le président et les élites conservatrices. En référence aux travaux d'Ulrich Beck sur la modernité réflexive, qui désigne le moment où les sociétés industrielles modernes prennent conscience de la nécessité de traiter politiquement les problèmes techniques et environnementaux engendrés par la modernité, McCright et Dunlap ont, certes, raison de décrire le climato-scepticisme américain comme une force antiréflexive (en ce qu'il réunit des

individus et organisations résolus à ne pas réaliser d'examen autocritique quant aux aspects négatifs de la modernité) (McCright et Dunlap, 2010). Mais il n'empêche que cette anti-réflexivité peut se décliner sous des formes diverses. Par ses accents lapidaires et crus, et par son mépris pour l'autorité scientifique des experts du climat, l'anti-réflexivité de Donald Trump semble bien être de nature populiste.

Le climato-scepticisme de processus de Donald Trump

- 18 Cette propension à l'anti-réflexivité trouve son prolongement dans les doutes de Trump sur la manière dont la science climatique s'organise et se déploie. Cette forme de climato-scepticisme est récurrente dans le paysage politique américain depuis le début des années 1990. Selon Spencer Weart, le mouvement climato-sceptique américain s'est nourri, depuis ses origines, d'accusations selon lesquelles, à des fins carriéristes, les climatologues liés au GIEC se seraient rendus coupables de manipulation de données. C'est ce qui a conduit à des campagnes, menées notamment par des élus républicains, contre des scientifiques associés à ce consensus (41-50). Dans un registre similaire, Donald Trump a évoqué, dans une vingtaine de tweets publiés jusqu'en 2015, l'existence d'un complot médiatico-scientifique visant à tromper le peuple américain. Dans ces tweets, il insiste notamment sur le choix de privilégier l'expression *climate change* aux dépens de *global warming*, cette dernière trahissant selon lui un rejet des données qui contredisent les thèses du GIEC. D'où ce tweet de mars 2013 : « They changed the name from “global warming” to “climate change” after the term global warming wasn’t working (it was too cold)! » (@realDonaldTrump 25 mars 2013). Dans des tweets similaires, Donald Trump ne révèle jamais l'identité des manipulateurs supposés, même si l'accusation vise apparemment les experts du GIEC et leurs relais médiatiques et politiques.
- 19 Ces tweets s'inscrivent dans une stratégie plus large visant à jeter la suspicion sur le consensus du GIEC en remettant en cause la probité des experts qui, par exemple, seraient prêts à toutes les compromissions pour ne pas perdre les crédits de recherche alloués par les pouvoirs publics (Avery). Là encore, Trump n'a plus ouvertement recouru à ces accusations après son élection. Ben Almassi a rappelé que les profanes en matière de science climatique, c'est-à-dire presque tous les citoyens, dépendent du savoir des climatologues, mais que ces derniers ne peuvent réellement orienter et façonner l'opinion que si les profanes ressentent de la confiance envers eux. Il n'est donc pas seulement question de crédibilité scientifique, mais aussi d'affects. Le populisme climatique empêche ce sentiment de confiance d'éclore ou contribue à l'anéantir (Almassi 29-49).

Le climato-scepticisme de réponse de Donald Trump

- 20 Le refus de mettre en place des politiques volontaristes pour réduire les émissions de gaz à effet de serre est aujourd'hui le dénominateur commun des climato-sceptiques américains, qu'ils adoptent ou non un style populiste. La majorité des experts en politique publique libertariens et conservateurs, ainsi que la majorité des élus républicains jugent pour l'instant des mécanismes comme les marchés du carbone ou la taxation du carbone trop onéreux et insuffisamment efficaces pour être mis en œuvre. La priorité devrait être donnée, selon eux, à la croissance économique qui permettra à la société américaine de construire des infrastructures plus résilientes face aux aléas

climatiques (Manzi et Wehner). Cet argumentaire s'accompagne presque systématiquement de mises en garde contre des réglementations et un activisme gouvernemental qui pourraient saper les fondements de la prospérité (Competitive Enterprise Institute). En relayant ces idées, surtout durant sa présidence, Donald Trump ne se distingue pas fondamentalement des experts conservateurs et libertariens, mais il confère à ces idées une coloration populiste, comme lors d'un discours prononcé en avril 2019 à Crosby, au Texas, devant des salariés du secteur des énergies fossiles. Lors de son intervention, le président évoque des travailleurs américains abandonnés par les pouvoirs publics et étranglés par des réglementations aussi inutiles que pernicieuses (« Remarks »). Plus généralement, lorsqu'il traite de l'effet des politiques climatiques, Donald Trump aborde plusieurs thèmes distincts.

- 21 Tout d'abord, il met l'accent sur la concurrence déloyale de la Chine et de l'Inde qui ne sont pas soumises aux mêmes exigences que les États-Unis en matière de réduction de gaz à effet de serre³. Lors de l'annonce du retrait de l'accord de Paris, Trump s'est posé en défenseur des intérêts des travailleurs américains (« Statement »). Dans le même esprit, il a également fustigé le Green Climate Fund, créé à la suite de la COP15 de Copenhague afin de permettre aux pays industrialisés de contribuer financièrement à la décarbonation des pays en développement. La question des responsabilités communes mais différenciées est l'un des obstacles les plus redoutables à une prise en compte internationale sérieuse du changement climatique : les pays en développement réclament que les pays industrialisés assument la plus grande part du fardeau de la décarbonation de l'économie mondiale pendant que les premiers continuent leur développement économique pour permettre à leur population de sortir de la pauvreté (Aykut et Dahan). Depuis les années 1990, le principe des responsabilités différenciées soulève de fortes oppositions au sein de la classe politique américaine, comme lorsque les sénateurs républicains et démocrates avaient voté en faveur d'une résolution indiquant au président Clinton qu'ils ne ratifieraient pas le protocole de Kyoto au motif que celui-ci avantagerait la Chine et l'Inde aux dépens des États-Unis (Pooley). Il n'est guère surprenant que Donald Trump, déjà très méfiant à l'égard des accords multilatéraux dans le domaine commercial, reprenne régulièrement cette position à son compte. Dans un tweet de novembre 2012, il accuse contre toute évidence la Chine d'être à l'origine des efforts politiques déployés pour traiter le changement climatique : « The concept of global warming was created by the Chinese in order to make US manufacturing non-competitive » (@realDonaldTrump 6 novembre 2012). Six mois plus tard, alors que le président Obama négocie avec son homologue chinois un accord bilatéral visant à réduire les émissions, qui ouvre ensuite la voie vers l'accord de Paris, Trump déplore la naïveté du président démocrate : « China loved Obama's climate change speech yesterday. They laughed! It hastens their takeover of us as the leading world economy » (@realDonaldTrump 26 juin 2013). On retrouve le thème populiste des élites indifférentes au sort des travailleurs américains que le candidat Trump allait mobiliser lors de sa campagne de 2016, notamment au sujet des accords de libre-échange.
- 22 Il est notable que, à la différence des prises de position de Donald Trump au sujet de l'immigration et de l'identité nationale, son populisme climatique ne semble pas comporter de dimension ethnique. Dans la préface de son histoire du populisme aux États-Unis, Kazin oppose un populisme de gauche, fondé sur les intérêts économiques communs du peuple et incarné par exemple par Bernie Sanders, à un populisme de

droite s'appuyant sur une conception ethnique du peuple. Si cette dichotomie semble convaincante dans plusieurs domaines, elle est moins pertinente pour comprendre le populisme climatique de Donald Trump qui postule l'idée, dénuée de références ethniques, d'un peuple de consommateurs et de producteurs paisibles, opprimé par des élites arrogantes et égoïstes.

- 23 Le refus de se soumettre à une concurrence déloyale de la part des pays émergents est aussi l'un des principaux arguments invoqués dans le discours de juin 2017 qui officialise le retrait américain de l'accord de Paris : « The rest of the world applauded when we signed the Paris Agreement—they went wild, they were so happy—for the simple reason that it put our country, the United States of America, which we all love, at a very, very big economic disadvantage » (« Statement »). Cet argument est très présent dans la littérature produite par les *think tanks* conservateurs et libertariens à propos du climat (Michaels et Knappenberger) et il s'inscrit dans le cadre plus large d'une réticence grandissante des élites républicaines à l'égard des accords multilatéraux, que ceux-ci concernent le climat ou non. Jiao Hu a d'ailleurs montré qu'il était aussi mobilisé par certains climato-sceptiques chinois qui redoutent que le changement climatique soit en fait un stratagème ourdi par les Occidentaux afin d'empêcher leur pays de se développer économiquement (Hu 141-155).
- 24 Pour justifier le retrait de l'accord de Paris, Donald Trump explique que, quand bien même les États-Unis honoreraient les engagements pris après décembre 2015, les bénéfices climatiques seraient négligeables, notamment au regard des efforts consentis (« Statement »). Ce raisonnement n'apparaît pas dans ses prises de position avant le début de sa présidence, qui sont dominées par le climato-scepticisme épistémique et par les accusations de complot contre les États-Unis. L'argument relatif à la compétitivité est très souvent utilisé par les climato-sceptiques en Australie et au Canada où l'adhésion de l'opinion au consensus du GIEC est plus forte qu'aux États-Unis. Le phénomène physique en lui-même n'y est pas nié, mais la légitimité des mesures visant à une décarbonation rapide de l'économie est remise en cause (Young et Coutinho 100-103). Comme expliqué *supra*, cette manière d'aborder le dossier climatique a désormais les faveurs de la plupart des experts en politique publique qui conseillent les républicains.
- 25 Enfin, la défense du mode de vie des citoyens ordinaires constitue le dernier pilier du *response skepticism* trumpien et, à n'en pas douter, le plus efficace. Dès 2013, Donald Trump s'inquiète du coût économique des politiques de réduction des émissions de gaz à effet de serre adoptées par le président Obama : « Obama's speech on climate change was scary. It will lower our standard of living and raise costs of fuel and food for everyone » (@realDonaldTrump 26 juin 2013). Quatre ans plus tard, en 2017, il invoquait, en symbiose avec des *think tanks* comme la Heritage Foundation, le Competitive Enterprise Institute et le Cato Institute, le souci du bien-être du consommateur pour justifier le retrait de l'accord de Paris. À la fin de ce discours, il évoque les vieux bastions industriels américains, tous situés dans des États stratégiques pour l'élection présidentielle, qui bénéficieront selon lui de sa décision : « It is time to put Youngstown, Ohio, Detroit, Michigan, and Pittsburgh, Pennsylvania—along with many other locations within our great country—before Paris, France. It is time to make America great again » (« Statement »). À l'hiver 2019, le président Trump allait prendre un malin plaisir à relier le mouvement des gilets jaunes en France, né initialement d'un rejet de l'augmentation de la taxe carbone qui entraînait une hausse du prix du

carburant, à l'accord de Paris : « How is the Paris Environmental Accord working out for France? After 18 weeks of rioting by the Yellow Vest Protestors, I guess not so well! In the meantime, the United States has gone to the top of all lists on the Environment » (@realDonaldTrump 16 mars 2019). La défense intransigeante du mode de vie consumériste et très énergivore de la société américaine informe le populisme trumpien et a déjà été mise à contribution pour tenter de contrer un Parti démocrate de plus en plus ambitieux sur le dossier climatique lors des élections de 2020, ainsi que l'a expliqué John McLaughlin, l'un des sondeurs du président Trump (« Climate 2020 »).

- 26 Cette stratégie repose sur l'intuition selon laquelle il existe un écart considérable entre le soutien déclaré d'une grande partie de l'opinion américaine aux politiques de protection de l'environnement et la capacité des citoyens américains à accepter d'éventuels sacrifices et restrictions matérielles. En la matière, la crise énergétique des années 1970 offre un précédent instructif puisque, comme le souligne David Nye, le resserrement de l'accès aux ressources pétrolières ne conduit pas la plupart des Américains à s'adapter à une nouvelle donne frugale, malgré les encouragements de l'ancien président Jimmy Carter. Au contraire, cette crise énergétique est vécue par beaucoup uniquement comme une menace sur leur mode de vie (228-237). Roger Pielke, Jr., affirme que toute action politique visant à lutter énergétiquement contre le changement climatique devra tenir compte de cette forte contrainte sociale, qu'il désigne sous le nom de « loi d'airain de la politique climatique » : « when policies focused on economic growth confront policies focused on emissions reductions, it is economic growth that will win out every time » (46). Le populisme climatique trumpien repose en partie sur la croyance que la majorité des citoyens américains n'accepteront jamais les modifications substantielles de leur mode de vie qu'impliquerait la mise en place d'une politique climatique réellement significative.
- 27 À cet égard, le populisme climatique se distingue partiellement de la plupart de ses prédécesseurs dans le contexte des États-Unis. En effet, dans l'histoire du populisme américain, c'est en général le statut de producteur qui permet d'identifier son appartenance au peuple (Taggart 44). Kazin évoque par exemple « une éthique des producteurs » au sujet de l'idéologie du People's Party de la fin du XIX^e siècle (29). Si cette caractéristique n'est pas étrangère au populisme climatique de Donald Trump, comme l'atteste son apologie du productivisme énergétique, elle paraît moins centrale que son plaidoyer intransigeant en faveur du droit du consommateur ordinaire à jouir de l'abondance énergétique. Ce glissement vers la célébration du consumérisme est à l'œuvre au sein de la droite américaine depuis plusieurs décennies (Greenberg). Depuis la présidence Nixon, le Parti républicain se fait fort de représenter les intérêts d'un peuple de consommateurs et de petits propriétaires contre des élites démocrates supposées hostiles à leur mode de vie (Kazin 246).
- 28 Fidèle à la vision populiste, Donald Trump propose une définition large et œcuménique d'un peuple acquis au consumérisme, occultant les disparités socioéconomiques en son sein. Ce positionnement permet aux populistes climatiques de dissocier leur réquisitoire antiélitiste de toute critique du système capitaliste. À cet égard, le populisme climatique de Donald Trump s'inscrit dans la logique de l'instrumentalisation du populisme par la droite reaganienne afin, non pas de faire advenir des réformes sociales, mais de les entraver (ici, en empêchant une prise en charge politique de la transition énergétique) (Kazin 167).

- 29 Ce tableau général du populisme climatique trumpien fait donc apparaître trois tendances fortes. Tout d'abord, Donald Trump se montre polyvalent sur la question du climat puisqu'il n'hésite pas à mobiliser les trois registres du climato-scepticisme énumérés par Van Rensburg. Ensuite, depuis qu'il est devenu président, Donald Trump a fait évoluer sa manière de communiquer au sujet du changement climatique en s'appuyant moins sur le climato-scepticisme épistémique, tout en privilégiant une critique intransigeante des effets délétères qu'une réduction significative des gaz à effet de serre entraînerait selon lui. Cette évolution laisse à penser que les conseillers du président ont peut-être une influence sur sa stratégie rhétorique au sujet du dossier climatique. Enfin, il est clair que la tonalité des interventions de Donald Trump présente un caractère populiste, reflété par la dichotomie récurrente entre des élites tantôt malveillantes, tantôt naïves et le peuple des gens ordinaires dont le bon sens ne doit rien céder à l'autorité des experts. Or le contexte politique et médiatique des États-Unis du début du XXI^e siècle ouvre des perspectives très favorables à ce type de populisme climatique. Dans la dernière partie de l'article, j'énumère et j'analyse les facteurs qui permettent le succès de ce populisme.

Un contexte favorable : ère numérique, libre marché des idées et polarisation

- 30 Parler du succès du populisme climatique trumpien semble de prime abord tenir du paradoxe, ne serait-ce que parce que la plupart des positions défendues par Donald Trump sont minoritaires dans l'opinion, ce qui dément l'idée d'une distinction nette entre la déconnection des élites et le bon sens populaire. Ainsi, dans le rapport qu'il consacre annuellement aux diverses opinions exprimées au sujet du changement climatique, le Yale Program on Climate Change Communication (YPCC) fait état de tendances *a priori* peu favorables au populisme climatique. Par exemple, les Américains qui reconnaissent la réalité du changement climatique sont quatre fois plus nombreux que ceux qui en nient l'existence. D'autre part, 64 % des sondés affirment que le changement climatique a de l'importance pour eux (Leiserowitz *et al.*). Face à de telles tendances, on pourrait penser que le populisme climatique de Donald Trump l'affaiblirait politiquement. Pourtant, d'autres chiffres relativisent cette thèse. Tout d'abord, 63 % des sondés affirment ne presque jamais évoquer la question avec leurs proches (46 % avouent même ne pas y prêter la moindre attention). Dans le classement annuel des priorités des Américains en matière de politique publique, établi par le Pew Research Center, le changement climatique n'apparaissait qu'à la 17^e place sur 18 propositions en 2019 (Pew Research Center). Ensuite, 49 % des personnes interrogées par le YPCC pensent que le changement climatique pourra être réglé grâce aux innovations techniques et sans que leur mode de vie ne soit affecté de manière notable (Leiserowitz *et al.*). Enfin, comme le montrent régulièrement les politistes américains, les électeurs républicains sont beaucoup moins sensibles aux mises en garde des climatologues que leurs homologues démocrates (McCright et Dunlap, 2011). Le paysage politico-médiatique semblait donc propice aux visées d'un entrepreneur politique dont le destin électoral repose, non pas sur le soutien massif de tout l'électorat, mais sur la mobilisation des sympathisants républicains en sa faveur.
- 31 Afin de diffuser son populisme climatique à son avantage, Donald Trump a pu s'appuyer sur trois caractéristiques de l'univers politico-médiatique américain contemporain :

l'importance accordée au libre marché des idées, qui privilégie l'expression de la diversité des opinions politiques aux dépens des détenteurs d'une autorité fondée, par exemple sur la science ; l'importance grandissante des moyens de communication numériques, qui permet aux entrepreneurs politiques d'obtenir l'attention d'un segment ciblé de l'opinion ; la forte polarisation de la vie politique américaine à l'échelon fédéral, qui favorise des logiques d'adhésion tribale aux principes défendus par le parti au détriment d'un examen rationnel des faits scientifiques.

Le libre marché des idées

32 La notion de libre marché des idées, qui jouit depuis plusieurs décennies d'une grande influence dans le monde politico-médiatique américain, offre un environnement favorable au populisme climatique trumpien et à l'expression d'idées déconsidérées scientifiquement, en leur donnant un écho et une place qu'elles ne pourraient avoir si les prises de position des uns et des autres étaient hiérarchisées dans l'univers médiatique en fonction de leur crédibilité auprès des experts.

33 Selon Charles Girard, l'idée de libre marché des idées, mise en avant par plusieurs juges de la Cour suprême des États-Unis à partir du début du ^{xx}e siècle, est devenue au fil des décennies un « modèle théorique » qu'il décrit comme suit :

Suggérant que les pouvoirs publics ont une obligation de ne pas intervenir pour contrôler les actes expressifs des citoyens, il est en particulier mobilisé pour rejeter tout projet de régulation des moyens de communication, qu'ils soient entrepris au nom du pluralisme des médias, du débat démocratique, ou de la liberté d'expression elle-même. Si, comme il l'affirme, une politique de laissez-faire [sic], fondée sur la seule protection de la liberté d'expression individuelle, est le meilleur moyen de faire émerger, par la communication publique, la pluralité des opinions « vraies », alors les initiatives régulatrices visant à améliorer la qualité épistémique de cette communication (qui suppose son pluralisme) sont contre-productives. (Girard 218)

Les partisans de ce modèle théorique affirment donc que la libre interaction des arguments, protégée de quasiment toute réglementation étatique, est le meilleur instrument pour faire éclore la vérité. L'acceptation de ce modèle par la Cour suprême des États-Unis protège l'immense majorité des types de messages de toute réglementation étatique et constitue le cadre légal dans lequel le climato-scepticisme se déploie outre-Atlantique.

34 Jason Stahl a démontré que, à partir des années 1970, la notion de libre marché des idées est conçue par nombre de militants et experts conservateurs comme un biais par lequel ils pourront contester ce qu'ils considèrent comme la suprématie de leurs adversaires progressistes qui, jusqu'alors, avaient réussi à les marginaliser au nom d'un consensus technocratique et progressiste (*liberal technocratic consensus*) (47). En défendant l'idée qu'une démocratie saine s'appuie sur un débat public riche de points de vue contradictoires, ces militants parviennent à élargir considérablement l'espace intellectuel et médiatique leur permettant d'exprimer leurs idées. Selon Stahl, cette notion a grandement profité aux militants conservateurs en leur permettant d'exiger et d'obtenir d'être représentés de manière équivalente à leurs adversaires politiques et idéologiques dans les médias traditionnels, et en incitant les *think tanks* progressistes à inclure les points de vue conservateurs en leur sein (198-201).

35 Le traitement médiatique du changement climatique aux États-Unis depuis la fin des années 1980 illustre parfaitement la logique et les effets de cette tendance. En 2004,

dans un article très influent, Maxwell et Jules Boykoff ont relevé le poids scientifiquement illégitime des arguments climato-sceptiques dans la présentation et l'analyse de la question climatique réalisées par les journaux nationaux de référence aux États-Unis. Ils attribuent cette surreprésentation des positions climato-sceptiques à l'adhésion de ces organes de presse à la norme de l'équilibre des points de vue consubstantielle au libre marché des idées (125-136). Michael Brüggemann et Sven Engesser ont ensuite dressé un constat similaire tout en précisant que la grande majorité des journalistes qu'ils ont observés souscrivent aux conclusions du GIEC, mais que la majorité d'entre eux estiment que les climato-sceptiques doivent pouvoir s'exprimer dans les médias de masse, toujours au nom de l'équilibre des points de vue (399-427). Plus récemment, Hannah Schmid-Petri, Silke Adam, Ivo Schmucki et Thomas Häussler ont montré que la situation a partiellement évolué puisque, en matière de climato-scepticisme épistémique, la neutralité et la recherche de l'équilibre ne sont plus de rigueur dans les journaux nationaux, ce constat étant moins vrai au sujet du *response skepticism* (Schmid-Petri *et al.* 506-507).

- 36 Il n'en demeure pas moins que la centralité des notions de neutralité et de l'idée de libre marché des idées avantage grandement les climato-sceptiques, ce qui explique en partie pourquoi les climato-sceptiques européens souffrent de la comparaison avec leurs homologues américains. Jean-Baptiste Comby a souligné par exemple à quel point les climato-sceptiques français étaient marginalisés et « rapidement disqualifiés » (31-38). À l'inverse, Dunlap et McCright ont montré que les médias américains donnent beaucoup plus de place aux voix climato-sceptiques que les médias des autres pays (Dunlap et McCright 300-332). Selon Leah Ceccarelli, la recherche d'un équilibre des points de vue dans les médias, en politique et dans le système éducatif, se révèle être une arme redoutable à la disposition de ceux qui cherchent à créer artificiellement une impression de controverse scientifique tout en donnant l'impression qu'ils sont du côté de la démocratie et de l'adhésion libérale à la confrontation des points de vue face à des élites méprisantes et mal intentionnées (196). Appliquée à la conversation climatique, l'idée de libre marché des idées contribue à favoriser les populistes climatiques et à fragiliser l'autorité du GIEC puisque Trump et ses épigones cherchent à faire de cette discussion un combat et non un échange raisonné visant à faire éclore la vérité. La tâche des populistes climatiques est rendue plus aisée encore par le climat de forte polarisation qui domine aujourd'hui la scène politique américaine.

Polarisation partisane et changement climatique

- 37 Malgré le poids des scientifiques (c'est en effet le physicien James Hansen qui fait entrer le changement climatique en politique lors de son audition devant le Sénat en 1988⁴), il convient de garder à l'esprit que la controverse politique autour du climat est très loin d'être dominée par eux. C'est pourquoi Hélène Guillemot appelle à « distinguer les controverses scientifiques *stricto sensu* – qui se déroulent suivant des règles établies, entre adversaires se reconnaissant comme légitimes et restent confinées à un public de pairs – des controverses dites “sociotechniques” » car ces dernières « débordent dans des arènes publiques, souvent dans les médias, intéressent des groupes variés, mêlent des enjeux et des arguments de différents types et leur légitimité scientifique est contestée » (342). Ce constat semble pertinent pour décrire la situation aux États-Unis et le populisme climatique trumpien. Lorsque les Américains abordent le climat, leurs échanges dépassent largement le sujet de l'effet de serre et de l'acidification des océans.

Il est en réalité surtout question de rapports de force sociaux et politiques, de la légitimité de l'économie de marché et de la société de consommation, et du statut de l'espèce humaine par rapport au reste du vivant.

- 38 De fait, la grande majorité des travaux menés en sciences sociales sur le traitement des faits scientifiques par les opinions publiques ont souligné la prééminence des affects et des émotions sur la délibération rationnelle. Dans sa synthèse de l'état de l'art en psychologie sociale sur ce sujet, Andrew Hoffman souligne par exemple la centralité des émotions qui conditionnent en grande partie la réception de la science climatique dans le grand public :

The debate over climate change in the US (and elsewhere) is not about carbon dioxide and greenhouse gas models; it is about opposing cultural values and worldviews through which that science is seen. Those cultural values create a pattern of shared basic assumptions that tell us the correct way to perceive, think, and feel in relation to problems and situations we face. They furnish us with guidelines for practical action, providing us with a road map, if you will, a way of understanding how the world works, how it ought to work, and how we behave within it. As a result, when different groups view the same science through opposing cultural lenses, they see something very different. (Hoffman 5)

D'où l'intérêt, ajoute Hoffman, d'éviter des messagers clairement associés à un camp politique, tel Al Gore, auquel Hoffman préfère le pape François (53-54). Kari Marie Norgaard a souligné quant à elle l'influence d'émotions telles que la peur, l'impuissance et la culpabilité pour expliquer l'inertie de l'opinion.

- 39 Selon Dan Kahan, aux États-Unis, la réception des savoirs scientifiques relatifs au changement climatique est très largement influencée par les affrontements politiques qui se jouent par ailleurs. En conséquence de quoi, la controverse climatique offre aux parties prenantes un prétexte pour défendre un point de vue idéologique, plutôt que pour se positionner vis-à-vis de faits établis grâce à un processus scientifique rigoureux (Kahan 2). La plupart des personnes interrogées affirment leur identité au lieu de se prononcer sur la réalité d'un phénomène physique (18). Bruce Tranter et Libby Lester ont formulé un constat similaire au sujet de l'Australie où les affiliations partisans des sondés façonnent aussi leur manière de réagir à la science climatique (738-752). Le filtre identitaire est d'autant plus puissant que l'écrasante majorité des opinions publiques, en Europe et aux États-Unis, ont des connaissances extrêmement limitées en matière de science climatique (National Science Foundation 7-15), ce qui permet aux leaders désignés du groupe de définir le problème à leur guise.
- 40 Bien que des parallèles avec d'autres pays paraissent pertinents, la vigueur de la controverse climatique aux États-Unis est beaucoup plus prononcée que dans les autres pays industrialisés, au point qu'on la décrit de plus en plus souvent comme relevant des guerres culturelles, ces affrontements idéologiques et identitaires qui opposent deux factions irréconciliables et hostiles à tout compromis (Hunter). Dès lors, la politisation du changement climatique, dont le populisme climatique trumpien est à la fois une cause et un symptôme, devient la caractéristique principale du débat dans le contexte des États-Unis. Dans leur étude des attitudes des Européens à l'égard du changement climatique, Karin Möhler, Grégory Piet et Edwin Zaccai affirment que l'écrasante majorité des partis de gouvernement dans des pays comme la France, l'Allemagne, la Belgique et l'Italie ne défendent pas un point de vue climato-sceptique (Möhler *et al.* 5-52). Là encore, le contraste avec les États-Unis est saisissant puisque de nombreuses personnalités politiques de premier plan comme Donald Trump, mais aussi

James Inhofe, sénateur de l'Oklahoma et un temps président de la commission de l'Environnement du Sénat, et Ken Cuccinelli, ancien procureur général (*Attorney General*) de Virginie, ont relayé médiatiquement et politiquement les positions climato-sceptiques, renforçant ainsi la dimension politique de la discussion.

- 41 Le populisme climatique de Trump ne s'adresse pas à l'opinion publique américaine dans son ensemble, mais à ceux qui sont les plus enclins à l'affrontement partisan et idéologique, et qui nourrissent leur engagement politique de cet affrontement. Pour ces Américains, les Démocrates appartiennent à une tribu politique à vaincre et à abattre (Abramowitz et Webster 12-22). Dans ces conditions, une prise au sérieux du changement climatique par les Républicains et les conservateurs sonnerait comme une reddition pour une partie de la base militante du Parti républicain. Alan Abramowitz a d'ailleurs montré que ce qu'il appelle le public engagé (*engaged public*), à savoir le segment de l'électorat le plus sensible à la cohérence idéologique des partis et le moins porté au compromis, est la force qui influe le plus sur le choix des élus (4). Cette dynamique est susceptible d'inciter des élus républicains à ne rien concéder sur le climat et même, dans le cas des populistes climatiques, à provoquer les militants environnementalistes perçus comme hostiles à la cause conservatrice. C'est pour cette raison que le populisme climatique trumpien est particulièrement adapté au climat de forte polarisation politique du début du XXI^e siècle.

Le changement climatique à l'âge numérique

- 42 Les réseaux sociaux, dont l'influence ne cesse de croître, tendent à renforcer encore davantage ces tendances et à favoriser la propagation du populisme climatique, comme en témoignait l'usage régulier de Twitter par Donald Trump pour propager ses messages climato-sceptiques. Amelia Sharman soutient que, pour l'instant, les chercheurs en sciences sociales qui étudient le phénomène climato-sceptique n'ont pas accordé assez d'attention aux « espaces virtuels » et à la blogosphère. Elle définit les blogs climato-sceptiques américains, tels climateaudit.org, climatedepot.com et wattsupwiththat.com, comme des sites de contestation épistémique qui permettent aux contempteurs du consensus du GIEC de contourner les chercheurs universitaires et même de se substituer à eux auprès d'une partie des internautes (167). Hoffman, qui rappelle que le scandale du *Climategate*⁵ a éclaté par le biais de la blogosphère, soutient quant à lui que la révolution numérique est un facteur aggravant du climato-scepticisme (45-46).
- 43 L'univers numérique facilite le populisme climatique pour au moins deux raisons. Premièrement, les réseaux sociaux et la blogosphère élargissent considérablement l'éventail des sources d'information que les citoyens peuvent utiliser, ce qui offre aux climato-sceptiques de nombreuses possibilités de contourner les *gatekeepers* médiatiques traditionnels et, incidemment, de neutraliser l'autorité des scientifiques. Selon Richard Holliman, l'élargissement des sources d'informations par le numérique modifie profondément le traitement de la production scientifique par le grand public mais également par les journalistes (832-846).
- 44 Deuxièmement, les réseaux sociaux et des plateformes comme YouTube créent des boucles de rétroaction idéologiques par le biais desquelles les utilisateurs sont de plus en plus systématiquement confrontés à des messages conformes à leurs biais de confirmation idéologiques (ce qui permet de générer plus de trafic puisque des

contenus perçus comme agréables suscitent ordinairement davantage d'intérêt de la part des utilisateurs). Dès 2011, McCright et Dunlap affirmaient que le fait que les Démocrates progressistes et les Républicains conservateurs ne s'informent généralement pas auprès des mêmes organes de presse contribuait à alimenter la polarisation idéologico-partisane au sujet du changement climatique (2011 161-162). Tout semble indiquer que l'univers numérique exacerbe cette tendance puisque, sur Internet, les chances que les sympathisants républicains soient exposés à des messages climato-sceptiques sont encore plus élevées que dans la presse écrite. À cet égard, il est remarquable que Graham Dixon, Jay Hmielowski et Yanni Ma, qui réfléchissent aux manières de vaincre les réticences des conservateurs américains au sujet du changement climatique, préconisent d'utiliser Facebook, ce qui pourrait permettre de cibler des utilisateurs conservateurs à l'aide de messages élaborés sur mesure pour ne pas heurter leurs valeurs et leur vision du monde (Dixon *et al.* 520-534). Reste à savoir s'ils parviendraient à faire un usage de ces réseaux aussi habile que les populistes climatiques comme Donald Trump. Rien n'est moins sûr.

Conclusion

- 45 Cet article définit, d'une part, le populisme climatique trumpien comme un refus de l'autorité des élites intellectuelle, médiatique et scientifique sur le dossier climatique au nom du bon sens des citoyens ordinaires et de la défense de leur bien-être. Il souligne par ailleurs que Trump emprunte à tous les registres du climato-scepticisme que les chercheurs en sciences sociales ont identifiés jusqu'à présent. D'autre part, l'article donne à voir un univers politique et informationnel particulièrement propice à l'épanouissement du populisme climatique : Donald Trump et ses épigones climato-sceptiques exploitent en effet le climat de forte polarisation qui domine aujourd'hui la politique américaine afin d'unifier la tribu conservatrice et républicaine contre les militants du climat. On mesure ici le paradoxe de ce populisme climatique qui émane en grande partie des élites. Il convient de ne jamais oublier que la plupart des citoyens sont très peu renseignés au sujet du changement climatique, ce qui les conduit à se fier aux élites du camp politique qui ont leurs faveurs pour déterminer leurs positions (Marquart-Pyatt *et al.* 40). Si l'on ajoute à cette tendance le constat que l'infrastructure institutionnelle fédérale favorise le *statu quo* en matière de politiques publiques, il y a fort à parier que les États-Unis auront bien du mal à adopter des mesures volontaristes sur le front climatique.

BIBLIOGRAPHIE

- ABRAMOWITZ, Alan. *The Disappearing Center: Engaged Citizens, Polarization, and American Democracy*. New Haven : Yale University Press, 2010.
- ABRAMOWITZ, Alan, et Steven WEBSTER. « The Rise of Negative Partisanship and the Nationalization of US Elections in the 21st Century ». *Electoral Studies*, vol. 41, 2016, p. 12-22.

- ALMASSI, Ben. « Climate Change, Epistemic Trust, and Expert Trustworthiness ». *Ethics and the Environment*, vol. 17, n° 2, 2012, p. 29-49.
- VERY, George. « Scientific Misconduct: The Manipulation of Evidence for Political Advocacy in Health Care and Climate Policy ». Washington, DC : Cato Institute, Briefing Paper, n° 117, 2010.
- AYKUT, Stefan, et Amy DAHAN. *Gouverner le climat? 20 ans de négociations internationales*. Paris : Presses de Sciences Po, 2015.
- BAKER, James A., III, Henry M. PAULSON, Jr., George P. SCHULTZ, Thomas STEPHENSON et Rob WALTON. « The Conservative Case for Carbon Dividends ». Climate Leadership Council, février 2017. clcouncil.org/media/2017/03/The-Conservative-Case-for-Carbon-Dividends.pdf. Page consultée le 19 avril 2020.
- BEAU, Rémi. « Peuples climatiques ? ». *Multitudes*, vol. 4, n° 61, 2015, p. 114-120.
- BOYKOFF, Maxwell T., et Jules M. BOYKOFF. « Balance as Bias: Global Warming and the US Prestige Press ». *Global Environmental Change*, vol. 14, n° 2, 2004, p. 125-136.
- BRÜGGEMANN, Michael, et Sven ENGESSER. « Between Consensus and Denial: Climate Journalists as Interpretive Community ». *Science and Communication*, vol. 36, n° 4, 2014, p. 399-427.
- BRULLE, Robert J. « Institutionalizing Delay: Foundation Funding and the Creation of US Climate Change Counter-Movement Organizations ». *Climatic Change*, vol. 122, n° 4, 2014, p. 681-694.
- CAPSTICK, Stuart B., et Nicholas F. PIDGEON. « What Is Climate Change Skepticism? Examination of the Concept Using a Mixed Methods Study of the UK Public ». *Global Environmental Change*, vol. 24, 2014, p. 389-401.
- CASS, Oren. « How to Worry about Climate Change ». *National Affairs*, n° 31, 2017, p. 115-131.
- CECCARELLI, Leah. « Manufactured Scientific Controversy: Science, Rhetoric, and Public Debate ». *Rhetoric and Public Affairs* vol. 14, n° 2, 2011, p. 195-228.
- « CLIMATE 2020 PODCAST ». 24 octobre 2019. climate2020podcast.com/episodes/episode-5. Page consultée le 19 avril 2020.
- COMBY, Jean-Baptiste. « Controverse et disqualification médiatique des “climato-sceptiques” en France ». *Hermès, La Revue*, vol. 3, n° 73, 2015, p. 31-38.
- COMPETITIVE ENTERPRISE INSTITUTE. *Energy and Environment: Free to Prosper: A Pro-Growth Agenda for the 115th Congress*. Washington, DC : Competitive Enterprise Institute, 2016. cei.org/agendaforcongress-2017. Page consultée le 18 avril 2020.
- DELINGPOLE, James. *Watermelons: How Environmentalists Are Killing the Planet, Destroying the Economy and Stealing our Children's Future*. Londres : Biteback Publishing, 2012.
- DIXON, Graham, Jay D. HMIELOWSKI et Yanni MA. « Improving Climate Change Acceptance among US Conservatives through Value-based Message Targeting ». *Science Communication*, vol. 39, n° 4, 2017, p. 1-15.
- DUNLAP, Riley, et Aaron MCCRIGHT. « Challenging Climate Change: The Denial Countermovement ». *Climate Change and Society*. Dir. Riley Dunlap et Robert J. Brulle. New York : Oxford University Press, 2015, p. 300-332.
- FISHER, Dana R., Joseph WAGGLE et Philip LEIFELD. « Where Does Political Polarization Come From? Locating Polarization within the US Climate Change Debate ». *American Behavioral Scientist*, vol. 57, n° 1, 2012, p. 70-92.
- FOUCART, Stéphane. *L'avenir du climat. Enquête sur les climato-sceptiques*. Paris : Denoël, 2010.

- GIRARD, Charles. « Le “libre marché des idées” et la régulation de la communication étatique ». *Klêsis. Revue philosophique*, vol. 21, 2011, p. 218-238.
- GODARD, Olivier. « Les controverses climatiques en France. La logique du trouble ». *Controverses climatiques, sciences et politiques*. Dir. Edwin Zaccai, François Gemenne et Jean-Michel Decroly. Paris : Presses de Sciences Po, 2012, p. 117-140.
- GREENBERG, Nadivah. « Shop Right: American Conservatism, Consumption, and the Environment ». *Global Environmental Politics*, 2006, vol. 6, n° 2, p. 85-111.
- GRUNDMANN, Reiner. « “Climategate” and the Scientific Ethos ». *Science, Technology, and Human Values*, vol. 38, n° 1, 2011, p. 67-83.
- GUILLEMOT, Hélène. « Les désaccords sur le changement climatique en France : au-delà d’un climat bipolaire ». *Natures Sciences Sociétés*, 2014, vol. 22, n° 4, p. 340-350.
- HOFFMAN, Andrew. *How Culture Shapes the Climate Change Debate*. Stanford : Stanford University Press, 2015.
- HOLDEN, Emily. « Trump on Own Administration’s Climate Report: “I don’t believe it” ». *The Guardian*, 26 novembre 2018. www.theguardian.com/us-news/2018/nov/26/trump-national-climate-assessment-dont-believe. Page consultée le 18 avril 2020.
- HOLLIMAN, Richard. « Advocacy in the Tail: Exploring the Implications of “Climategate” for Science Journalism and Public Debate in the Digital Age ». *Journalism: Theory, Practice, and Criticism*, vol. 12, n°7, 2011, p. 832-846.
- HU, Jiao. « La question du changement climatique en Chine. Courants apparents et courants sous-jacents ». *Controverses climatiques, sciences et politique*. Dir. Edwin Zaccai, Edwin Zaccai, François Gemenne et Jean-Michel Decroly. Paris : Presses de Sciences Po, 2010, p. 141-155.
- HUNTER, James D. *Culture Wars: The Struggle to Define America*. New York : Basic Books, 1991.
- JACQUES, Peter J., Riley E. DUNLAP et Mark FREEMAN. « The Organization of Denial: Conservative Think Tanks and Environmental Skepticism ». *Environmental Politics*, vol. 17, n° 3, 2008, p. 349-385.
- JAMIESON, Dale. *Reason in a Dark Time*. New York : Oxford University Press, 2014.
- KAHAN, Dan. « Climate-Science Communication and the Measurement Problem ». *Advances in Political Psychology*, vol. 36, suppl. 1, 2015, p. 1-43.
- KAZIN, Michael. *The Populist Persuasion: An American History*. Ithaca : Cornell University Press, 2017.
- LEISEROWITZ, Anthony, Edward MAIBACH, Seth ROSENTHAL et John KOTCHER. *Climate Change in the American Mind: April 2019*. New Haven : Yale Program on Climate Change Communication. climatecommunication.yale.edu/wp-content/uploads/2019/06/Climate_Change_American_Mind_April_2019c.pdf. Page consultée le 19 avril 2020.
- MANZI, Jim, et Peter WEHNER. « Conservatives and Climate Change ». *National Affairs*, n° 24, 2015, p. 115-127.
- MARQUART-PYATT, Sandra T., Rachael L. SCHWOM, Thomas DIETZ, Riley E. DUNLAP, Stan E. KAPLOWITZ, Aaron M. MCCRIGHT et Sammy ZAHARAN. « Understanding Public Opinion on Climate Change: A Call for Research ». *Environment Science and Policy for Sustainable Development*, vol. 53, n° 4, 2011, p. 38-42.

- MCCRIGHT, Aaron M., et Riley E. DUNLAP. « Anti-Reflexivity: The American Conservative Movement's Success in Undermining Climate Science and Policy ». *Theory, Culture and Society*, vol. 27, n° 2-3, 2010, p. 100-133.
- MCCRIGHT, Aaron M., et Riley E. DUNLAP. « The Politicization of Climate Change and Polarization in the American Public's View of Global Warming, 2001-2010 ». *The Sociological Quarterly*, vol. 52, n° 2, 2011, p. 155-194.
- MICHAELS, Patrick J., et Paul C. KNAPPENBERGER. *Lukewarming: The New Climate Science That Changes Everything*. Washington, DC : Cato Institute, 2016.
- MILLOY, Steve. *Green Hell: How Environmentalists Plan to Control Your Life and What You Can Do to Stop Them*. Washington, DC : Regnery Publishing, 2009.
- MÖHLER, Karin, Grégory PIET et Edwin ZACCAI. « Changement climatique et familles politiques en Europe ». *Courrier hebdomadaire du CRISP*, vol. 12, n° 2257, 2015, p. 5-52.
- MOONEY, Chris. *The Republican War on Science*. New York : Basic Books, 2006.
- MUDDE, Cass, et Cristobal Rovira KALTWASSER. *Brève introduction au populisme*. Traduit de l'anglais par Benoîte Dauvergne. La Tour-d'Aigues : Éditions de l'Aube, 2018.
- MÜLLER, Jan-Werner. *Qu'est-ce que le populisme ? Définir enfin la menace*. Traduit de l'allemand par Frédéric Joly. Paris : Premier Parallèle, 2016.
- NATIONAL SCIENCE FOUNDATION. *Science and Engineering Indicators*. Arlington : National Science Foundation, 2018. [nsf.gov/statistics/2018/nsb20181/report](https://www.nsf.gov/statistics/2018/nsb20181/report). Page consultée le 16 novembre 2020.
- NORGAARD, Kari Marie. *Living in Denial: Climate Change, Emotions, and Everyday Life*. Cambridge, MA : MIT Press, 2011.
- NYE, David. *Consuming Power: A Social History of American Energies*. Cambridge, MA : MIT Press, 1998.
- ORESQUES, Naomi, et Erik M. CONWAY. *Merchants of Doubt: How a Handful of Scientists Obscured the Truth on Issues from Tobacco Smoke to Global Warming*. Londres : Bloomsbury, 2012.
- PEW RESEARCH CENTER. « State of the Union 2019 ». 4 février 2019. [pewresearch.org/fact-tank/2019/02/04/state-of-the-union-2019-how-americans-see-major-national-issues/](https://www.pewresearch.org/fact-tank/2019/02/04/state-of-the-union-2019-how-americans-see-major-national-issues/). Page consultée le 19 avril 2020.
- PFANNENSTIEL, Brian. « Donald Trump Said Wind Turbines Cause Cancer. Chuck Grassley Called That Idiotic ». *USA Today*, 3 avril 2019. eu.usatoday.com/story/news/politics/2019/04/03/donald-trump-wind-turbines-chuck-grassley-iowa-idiotic/3357867002/. Page consultée le 18 avril 2020.
- PIELKE, Roger, Jr.. *The Climate Fix: What Scientists and Politicians Won't Tell You About Global Warming*. New York : Basic Books, 2010.
- POOLEY, Eric. *The Climate War*. New York : Hyperion, 2010.
- « REMARKS BY PRESIDENT TRUMP AT SIGNING OF EXECUTIVE ORDER ON ENERGY AND INFRASTRUCTURE ». Crosby, Texas, Washington DC : The White House, 10 avril 2019. [whitehouse.gov/briefings-statements/remarks-president-trump-signing-executive-order-energy-infrastructure-crosby-tx/](https://www.whitehouse.gov/briefings-statements/remarks-president-trump-signing-executive-order-energy-infrastructure-crosby-tx/). Page consultée le 18 avril 2020.
- SCHMID-PETRI, Hannah, Silke ADAM, Ivo SCHMUCKI et Thomas HÄUSSLER. « A Changing Climate of Skepticism: The Factors Shaping Climate Change in the US Press ». *Public Understanding of Science*, vol. 26, n° 4, 2017, p. 498-513.

SHARMAN, Amelia. « Mapping the Climate Sceptical Blogosphere ». *Global Environmental Change*, vol. 26, 2014, p. 159-170.

STAHL, Jason. *Right Moves: The Conservative Think Tank in American Political Culture since 1945*. Chapel Hill : University of North Carolina Press, 2016.

« STATEMENT BY PRESIDENT TRUMP ON THE PARIS CLIMATE ACCORD ». Washington, DC : The White House, 1^{er} juin 2017. [whitehouse.gov/briefings-statements/statement-president-trump-paris-climate-agreement/](https://www.whitehouse.gov/briefings-statements/statement-president-trump-paris-climate-agreement/). Page consultée le 2 février 2018.

TAGGART, Paul. *Populism*. Buckingham : Open University Press, 2000.

TRANter, Bruce, et Libby LESTER. « Climate Patriots? Concern over Climate Change and Other Environmental Issues in Australia ». *Public Understanding of Science*, vol. 26, n° 6, 2017, p. 738-752.

VAN RENSBURG, Willem. « Climate Change Skepticism: A Conceptual Re-evaluation ». *SAGE Open*, vol. 5, n° 2, 2015, p. 1-13.

WASHINGTON, Haydn, et John COOK. *Climate Change Denial: Heads in the Sand*. Abingdon : Earthscan, 2011.

WEART, Spencer. « Global Warming: How Skepticism Became Denial ». *Bulletin of the Atomic Scientists*, vol. 67, n° 1, 2011, p. 41-50.

YOUNG, Nathan, et Aline COUTINHO. « Government, Anti-Reflexivity, and the Construction of Public Ignorance about Climate Change: Australia and Canada Compared ». *Global Environmental Politics*, vol. 13, n° 2, 2013, p. 89-108.

NOTES

1. Dans cet article, le mot élite devra être compris selon l'acception proposée par Cass Mudde et Cristobal Kaltwasser, c'est-à-dire comme un groupe qui « comprend la plupart des personnes ayant une position de leader en politique, dans l'économie, les médias et les arts » (27). Kazin a également rappelé que les élites pouvaient être politique, culturelle, économique ou encore médiatique (16).

2. Sur le compte officiel de Donald Trump, j'ai effectué des recherches sur les mots et expressions suivants : « *climate* », « *climate change* », « *global warming* » et « *Paris environmental accord* ». Je me suis assuré de ne pas compter plusieurs fois des tweets contenant la même expression et j'ai compté comme « non pertinents » les tweets n'ayant pas de lien avec la question du changement climatique. Les tweets « neutres » sont ceux qui ne contiennent pas de prise de position de Donald Trump mais qui font mention du changement climatique.

3. Cela s'explique par la responsabilité des États-Unis et des autres pays industrialisés de longue date dans le phénomène du changement climatique. En s'industrialisant avant les autres, ces pays ont engendré le changement climatique par leur utilisation massive d'hydrocarbures.

4. Lors d'une audition devant la commission de l'Énergie et des ressources naturelles du Sénat des États-Unis en juin 1988, James Hansen, alors directeur de l'Institute for Space Studies de la NASA, dresse un tableau très inquiétant de l'état de la recherche au sujet du changement climatique anthropique. Il parvient à retenir l'attention d'une partie de la classe politique et des médias, et contribue grandement à faire de ce sujet une question de politique nationale.

5. En novembre 2009, des pirates informatiques ont divulgué des courriels échangés par des scientifiques liés au GIEC. Ces messages, très critiques à l'encontre des scientifiques en désaccord avec leurs conclusions, ont mis les partisans du GIEC dans l'embarras, notamment parce que certains passages pouvaient laisser penser que ces collaborateurs du GIEC s'étaient rendus coupables de

comportements contraires à l'éthique. Plusieurs enquêtes indépendantes ont démontré par la suite que ces échanges ne remettaient pas en cause la validité des rapports du GIEC (Grundmann 67-93).

RÉSUMÉS

Cet article examine, d'une part, la pertinence de la notion de populisme pour expliquer le positionnement de Donald Trump au sujet du changement climatique, par le biais d'une analyse de ses prises de position publiques. Le populisme climatique trumpien y est défini comme un refus de l'autorité des élites intellectuelle, médiatique et scientifique au nom du bon sens des citoyens ordinaires et de la défense de leur bien-être. D'autre part, l'article montre que Donald Trump a recours à tous les registres du climato-scepticisme recensés par les chercheurs en sciences sociales. Enfin, l'article souligne à quel point l'univers politique et informationnel des États-Unis du début du XXI^e siècle est propice à l'épanouissement de ce populisme climatique.

This article seeks to determine how relevant the notion of populism is to illuminate Donald Trump's stance on climate change thanks to an analysis of his public statements regarding this issue. Donald Trump's climate populism is defined as a rejection of the authority of intellectual, media and scientific elites in the name of the ability of ordinary people to decide for themselves and in defense of their material well-being. Further, the article shows that Donald Trump uses all the forms of climate skepticism which have been identified by social scientists. In addition, the article demonstrates that the current political and media environment in the United States reinforces climate populism.

INDEX

Mots-clés : accord de Paris, changement climatique, climat, climato-scepticisme, populisme, réchauffement climatique

Keywords : climate, climate change, climate skepticism, global warming, Paris Accord, populism

AUTEUR

JEAN-DANIEL COLLOMB

Université Grenoble Alpes, ILCEA4